

**CSI**

RAPPORT *NOUVEAUX FRONTS*  
MARS 2015

**JUSTICE CLIMATIQUE: IL N'Y A PAS  
D'EMPLOI SUR UNE PLANÈTE MORTE**

Confédération syndicale internationale





# SOMMAIRE

Introduction .....	4
C'est scientifiquement prouvé.....	7
Les étapes avant Paris.....	10
Pas de laissés pour compte dans un avenir à zéro émission de carbone.....	13
La transition juste et le travail décent dans le cadre des négociations de la CCNUCC.....	16
Les syndicats pour le climat.....	19

Photo de couverture: Craig Sinclair



# RAPPORT *NOUVEAUX FRONTS* DE LA CSI

## JUSTICE CLIMATIQUE: IL N'Y A PAS D'EMPLOI SUR UNE PLANÈTE MORTE

Mars 2015

### Introduction

#### Il n'y a pas d'emploi sur une planète morte!

L'action climatique est une question syndicale. Nous avons un rôle essentiel à jouer : il nous faut protéger les emplois dans les industries et sur les lieux de travail actuels en exigeant une transformation industrielle, organiser les travailleurs occupés à des emplois de qualité qui se créeront dans l'économie écologique naissante et lutter en faveur de mesures de transition juste qui veilleront à ce que personne ne soit laissé pour compte.

Nous devons nous mobiliser et exiger que nos dirigeants respectent les engagements qui permettront de parvenir à un accord mondial solide sur le changement climatique cette année à Paris. Si nous voulons inverser la tendance actuelle, les gouvernements ne peuvent pas continuer de se laisser intimider par des intérêts partisans et par les pressions des entreprises tentant de protéger un système faussé.

▲ Aux États-Unis, 150.000 travailleurs ont été déplacés et d'une façon générale, 11.000 personnes ont perdu leur emploi rien que dans le New Jersey en 2012 à cause de l'ouragan Sandy. Photo: Michael Fleschman/flickr

#### C'est scientifiquement prouvé

Nous savons que la science est sans équivoque. En l'absence de mesures urgentes et ambitieuses, la température augmentera au moins de 4 °C durant ce siècle<sup>i</sup> et des changements irréversibles affecteront notre climat<sup>ii</sup>.

Les économistes s'en sont mêlés<sup>iii</sup> et ont grandement revu à la hausse les estimations des dommages financiers que le réchauffement climatique causera à la planète.

La population mondiale veut que ses dirigeants s'occupent de la pollution responsable du changement climatique. Selon le Sondage d'opinion mondial de la CSI, 73 % des personnes interrogées désirent que leur gouvernement agisse davantage pour limiter la pollution à l'origine du changement climatique<sup>iv</sup>.

En 2015, les gouvernements ont la possibilité de choisir la voie vers un avenir à zéro émission de carbone.

Nous avons une vraie occasion de limiter la hausse de température à 2 °C, ou moins, mais si nous n'agissons pas, cette chance s'évanouira.

## Nous manquons de temps

Les catastrophes climatiques et les phénomènes climatiques extrêmes, comme les cyclones, les inondations, les sécheresses, les incendies, la fonte des glaciers, les variations saisonnières, les menaces pour l'agriculture, etc. – sont en hausse et touchent désormais les travailleurs et les travailleuses.

## Emplois perdus

Aux États-Unis, 150.000 travailleurs ont été déplacés et d'une façon générale, 11.000 personnes ont perdu leur emploi rien que dans le New Jersey en 2012 à cause de l'ouragan Sandy.<sup>v</sup>

En 2007, au Bangladesh, le cyclone Sidr a perturbé le bon fonctionnement de plusieurs milliers de petites entreprises et a été fatal à 567.000 emplois.<sup>vi</sup>

En décembre 2014, le typhon Haggupit a touché les Philippines de plein fouet, endommageant ou déplaçant les sources de revenus de 800.000 personnes en une nuit.<sup>vii</sup>

Pourtant, dans les 15 prochaines années, nous devons faire face à des conséquences universelles bien plus importantes qui détruiront davantage de communautés et d'emplois. Ce désordre provoquera une fragilisation sociale et économique bien plus forte que ce à quoi nous avons assisté jusqu'à présent.

## Nous disposons d'une politique

La CSI veut que les gouvernements du monde entier décident d'une action climatique et nous donnent une vraie chance de limiter la hausse de température à 2 °C.

L'enjeu de la transformation industrielle représente à la fois une obligation et une occasion pour les syndicats de réclamer un dia-

▼ En décembre 2014, le typhon Haggupit a touché les Philippines de plein fouet, endommageant ou déplaçant les sources de revenus de 800.000 personnes en une nuit.  
Photo: Pio Arce/Genesis Photos - World Vision

## CONCEPT CLÉ #1

### Transformation industrielle

#### — Un droit des travailleurs de savoir

Selon les études scientifiques, nous devons stabiliser de toute urgence les émissions de carbone à 44 gigatonnes. Si nous agissons comme si de rien n'était, les émissions atteindront 59 gigatonnes d'ici 2020. Cela n'a pas de sens. Tous nos secteurs économiques doivent changer. Nous demandons à participer à la transformation industrielle nécessaire qui sera rendue possible grâce à des investissements durables et à un accès universel aux technologies de pointe. **Les travailleurs ont le droit de savoir comment leurs employeurs parviendront à un avenir à zéro émission de carbone.**

## CONCEPT CLÉ #2

### Une transition juste

#### — Un enjeu pour notre avenir

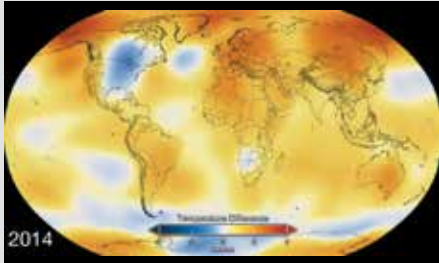
Nous avons joué notre rôle lors des négociations au sein des Nations Unies et avons obtenu des engagements en faveur d'une «transition juste». **Les travailleurs doivent être acteurs de leur avenir** grâce au dialogue, aux consultations et aux négociations collectives. Nous voulons voir s'opérer cette transition sur le terrain, notamment grâce à des investissements dans de nouveaux emplois verts, à des qualifications, à la protection des revenus et à la mise en œuvre d'autres mesures nécessaires, assorties d'un financement adéquat pour transformer les économies locales et obtenir des aides pour les pays les plus pauvres et les plus vulnérables.



## À la croisée de chemins — Occasions mondiales

L'année 2014 a été la plus chaude jamais enregistrée

Photo: NASA



La NASA, 2014 a été l'année la plus chaude depuis 134 ans. Pendant presque 30 ans — 358 mois consécutifs —, les températures mondiales combinées des océans et des terres ont été supérieures aux moyennes.<sup>viii</sup>

Le climat est à l'origine de problème de santé dont les coûts se monteraient à 14 milliards de dollars US

Photo: Shutterstock



Aux États-Unis, on estime à 14 milliards de dollars US les frais de santé liés à six événements dus au changement climatique ces dix dernières années: ils ont en effet donné lieu à 21.000 visites aux urgences, ont causé environ 1.700 décès et sont à l'origine de 9.000 hospitalisations.<sup>ix</sup>

Recettes d'exportation

Photo: Oxfam



D'ici 2080, entre 65 et 100 % des terres actuellement cultivées pour la production de café ne pourront plus être exploitées. Rien qu'en Ouganda, les exportations de café représentent près de 30 % des recettes en devises.<sup>x, xi</sup>

## À la croisée de chemins — Occasions mondiales

La réduction des émissions s'autofinance

Des chercheurs du MIT se sont penchés sur trois politiques parvenant aux mêmes réductions aux États-Unis et en ont conclu que les économies réalisées au niveau des dépenses de santé et dans d'autres domaines liés aux maladies pouvaient être importantes, voire, dans certains cas, plus de dix fois supérieures aux coûts de la mise en œuvre de la politique.<sup>xii</sup>

logue, d'organiser, de négocier des changements dans la façon de travailler et d'acquérir les compétences indispensables, et de prendre la tête de cette évolution.

### Nous exigeons une transition juste.

Cette transformation doit s'accompagner de mesures de transition juste. Nous avons joué notre rôle lors des négociations au sein des Nations Unies, et nous nous sommes battus pour obtenir des engagements. Il faut désormais qu'ils deviennent réels et qu'ils soient inclus dans l'accord de Paris de décembre 2015.

Cela implique que les communautés et les travailleurs qui dépendent du carbone ne doivent pas être obligés de supporter les coûts du changement. Nous allons nous battre pour que cette transition soit correctement financée et pour que les nations les plus pauvres et les plus vulnérables puissent faire face aux conséquences du changement climatique.

Premier numéro d'une série de trois dossiers Nouveaux Fronts sur la justice climatique en 2015, le présent document détaille les étapes avant la 21e session de la Conférence des parties (COP21) de Paris, de même que les transformations industrielles et les mesures de transition juste requises pour changer nos économies.

Le prochain dossier examinera les engagements des pays présentés à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements

climatiques (CCNUCC) en prévision des négociations de Paris, et les financements et investissements nécessaires pour transformer nos économies et garantir l'emploi.

En 2015, le mouvement syndical international a la possibilité d'avancer sur trois fronts pour défendre l'emploi et la planète:

- Un accord mondial ferme sur les négociations climatiques de Paris qui ouvre la voie à des créations d'emplois et une hausse des investissements, et évite la survenue de catastrophes climatiques au sein de nos communautés.
- Des contributions et des engagements nationaux de la part des gouvernements dont nous pourrions exiger plus d'ambition.
- Des actions climatiques sur les lieux de travail et au sein des industries avec le personnel et les syndicats grâce au dialogue, à la consultation et à la négociation collective.

### Nous partageons le même avenir

Nous avons le droit de nous assoir à la table des négociations, car nous agissons pour stabiliser le climat mondial en nous orientant vers un avenir à zéro émission de carbone.

*Sharan Burrow, secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale*

## 2. C'est scientifiquement prouvé

La science est sans équivoque. Les changements que les émissions de carbone des humains causent à l'atmosphère mettent en péril les systèmes de régulation de la biosphère, probablement de façon irréversible. Il convient d'y mettre un terme dès aujourd'hui en adoptant des décisions économiques, industrielles, sociales, environnementales et technologiques fermes.

### Conséquences

Les émissions de gaz à effet de serre et l'augmentation de la température mondiale de 0,8 °C depuis 1880 ont déjà eu de graves conséquences dans le monde entier où on a pu observer des changements des régimes climatiques.

Des catastrophes naturelles se produisent avec de plus en plus d'intensité: en 2013, près de quatre millions de personnes ont dû être déplacées et 16 millions d'habitants ont été touchés par le typhon Haiyan aux Philippines; en 2014, 6.000 personnes ont été tuées par la mousson indienne; et la même année, deux milliards de dollars US et des milliers d'emplois ont été perdus à cause de la sécheresse en Californie.

### Limiter la hausse de la température à 2 °C

S'appuyant sur des évaluations des scientifiques, les décideurs politiques sont convenus de limiter la hausse moyenne de la température à 2 °C par rapport à

l'époque préindustrielle. Ce seuil suscite des controverses puisqu'il implique toujours des dommages irréversibles aux écosystèmes et aux sociétés.

Les petits états insulaires en développement et les pays africains sont les premiers exposés au danger. Pour les protéger, il serait plus sûr de limiter la hausse de la température à 1,5 °C. Afin d'y parvenir, il convient de réduire les concentrations de gaz à effet de serre à 350 parties par million (ppm). Toutefois, l'étude la plus récente suggère que nous avons déjà presque atteint le seuil de 400 ppm en 2015<sup>xiii</sup>, ce qui signifie que la hausse de 1,5 °C est déjà irréversible pour le système atmosphérique planétaire.

## MALAWI

### Pas d'emplois sous l'eau

Photo: Geof Wilson



Le changement climatique provoque davantage de phénomènes météorologiques extrêmes partout dans le monde. Les inondations peuvent avoir des effets désastreux, elles peuvent détruire des maisons, ruiner des vies et pour les travailleuses et les travailleurs, elles signifient souvent de devoir passer par des moments difficiles pour se reconstruire ensuite.

Toutefois, le changement climatique n'est pas la seule cause des inondations, d'autres activités humaines non réfléchies jouent également un rôle. Pourtant, si de fortes tempêtes de pluie s'abattent sur une région à cause du changement climatique, il y aura simplement plus d'eau et les inondations catastrophiques deviendront des phénomènes réguliers.

Au Malawi, les effets du changement climatique se manifestent de différentes façons, qu'il s'agisse de fortes précipitations, de variations de la pluviométrie, d'inondations, de sécheresses ou encore de vagues de sécheresse. Le dernier épisode, qui a conduit au déplacement de plus de 100.000 personnes, confirme cette triste tendance.

«Ce sont d'abord les plus pauvres de nos communautés qui subissent les effets dévastateurs. Nous ne subissons pas uniquement des pertes humaines et matérielles dans les zones inondées: même quand la pluie cesse, les travailleurs ne peuvent rejoindre leur lieu de travail ou leur entreprise ferme, les privant de revenus et les plongeant un peu plus dans la pauvreté.» Pontius Elijah Kalichero, Malawi .

### Qu'implique une hausse de 2 °C?

La fonte des glaciers mettra en péril des villes andines et 90 % des glaciers andins seront perdus.

Les écosystèmes coralliens seront réduits de 10 % par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle et une hausse de 1,5 à 2 °C pourrait diminuer les rendements agricoles de près de 30 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Le pire est qu'une hausse de 2 °C, aussi catastrophique puisse elle être, n'est pas le scénario actuellement envisagé par les politiques. À moins de la mise en place de mesures ambitieuses, les tendances actuelles nous mèneront à une hausse moyenne de 4 °C, voire plus, d'ici 2100.

### Qu'implique une hausse de 4 °C?

Une hausse moyenne de 4 °C signifie une hausse de 10 °C dans l'Arctique, de plus de 6 °C dans la région méditerranéenne et aux États-Unis, et de près de 7 °C dans certaines régions africaine et de l'Amazonie.

Elle implique la fonte de la calotte glaciaire du Groenland et une augmentation de 0,5 à un mètre du niveau des océans d'ici 2100, et une hausse encore supérieure dans les siècles à suivre. Sous de basses latitudes, comme dans des zones vulnérables de l'Océan indien, cette hausse du niveau des mers sera plus importante qu'au niveau mondial. Nombre de villes côtières seront complètement inondées, la fréquence de forts cyclones tropicaux augmentera de 80% et les précipitations diminueront de 60% en Asie centrale et en Afrique du Nord.

## Le budget carbone s'épuise

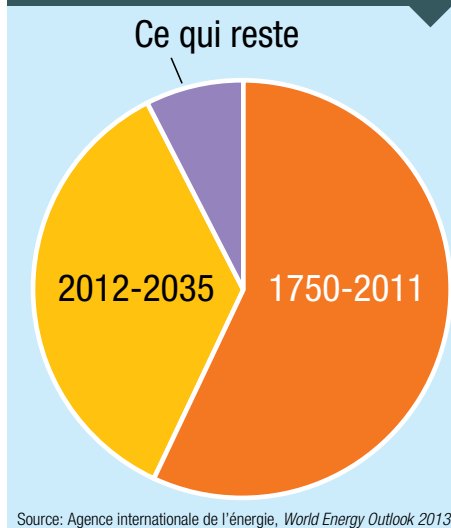
Malgré ces cris d'alarme, les actions menées jusqu'à présent pour éviter un changement climatique sont lentes. La communauté scientifique a donné aux gouvernements et à la société un nouvel outil pertinent: «le budget carbone».

Sur des points importants, gouvernements et citoyens ont pris l'habitude de réfléchir en termes de budget qui précise ce qui est à disposition et ce qui peut être dépensé. Le budget carbone s'applique à l'humanité tout entière et doit perdurer aussi longtemps que les particules que nous émettons restent actives dans l'atmosphère.

Les derniers rapports publiés — *Cinquième Rapport d'évaluation du GIEC (AR5)*<sup>xiv</sup>, le rapport sur l'écart des émissions (Emissions Gap Report) du PNUE<sup>xv</sup> et les perspectives mondiales énergétiques (*Global Energy Outlook*) de l'AIE<sup>xvi</sup> — ont adopté ce principe.

Le budget s'appuie sur une limite de 2 °C comme objectif de politique climatique. Par conséquent, il prévoit que le taux maximum de CO<sub>2</sub> présent dans l'atmosphère pour contenir les hausses dans cette limite doit

### Budget carbone pour une hausse de 2°C



être de 3.670 gigatonnes de dioxyde de carbone (Gt CO<sub>2</sub>)

Dans la situation actuelle, il ne nous reste que 1.000 Gt<sup>xvii</sup>.

Compte tenu du taux actuel d'émission, ce budget mondial de 1.000 Gt durera 20 ou 30 ans. Si nous ne diminuons pas notre

## PÉROU

### La fonte des glaciers menace l'approvisionnement en eau, en énergie et en nourriture

Photo: Oxfam International



Les glaciers sont d'anciennes rivières de neige compressée qui cheminent dans le paysage, façonnant la surface de la planète. Ils constituent les plus grands réservoirs d'eau fraîche de la terre et, mis bout à bout, ils couvrent une zone de la taille de l'Amérique du Sud. Ces dernières décennies, les glaciers ont commencé à fondre à un rythme qui ne peut pas être expliqué par des tendances historiques. Des simulations prévoient qu'une augmentation de 4 °C de la température pourrait faire fondre presque tous les glaciers du monde.

La disparition constante et à grande échelle des glaciers au cours de ce siècle engendra des inondations, ainsi que des pénuries d'eau et de nourriture pour des millions de personnes. Le Pérou a déjà perdu 22 % de ses glaciers et des projections indiquent qu'il pourrait en perdre jusqu'à 37 % d'ici 2030<sup>xviii</sup>.

«Dans la région d'Ancash, plus d'un million et demi d'habitants de la vallée de la rivière Santa dépendent des glaciers pour leur approvisionnement en eau, en énergie et en nourriture. Aujourd'hui, le changement climatique les menace: des phénomènes jadis exceptionnels, comme les glissements de terrain, les avalanches et les inondations, sont hélas devenus fréquents aujourd'hui. Que celles et ceux qui ne croient pas au changement climatique viennent au Pérou et le constatent de leurs propres yeux...», Juan Pedro Chang, Pérou.

taux d'émissions de carbone, il sera très vite épuisé, avant la fin de la vie de nombreuses personnes actuellement vivantes.

Le changement climatique n'est plus uniquement un problème pour les générations futures, le climat est un enjeu pour la génération actuelle.

### Neutralité carbone — une grande partie de la solution

Selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), pour rester sous le seuil de 2 °C et faire une utilisation rationnelle du budget carbone qu'il nous reste, le monde doit devenir neutre en termes d'émissions de carbone<sup>xviii</sup> pendant la seconde partie de ce siècle.

Dans le meilleur des cas, la neutralité carbone doit être atteinte quelque part entre 2055 et 2070. Mais, ce scénario ne tient compte que d'un seul gaz à effet de serre,

le CO<sub>2</sub>. Il faut que les émissions des autres gaz, comme le méthane, l'oxyde nitreux et les gaz fluorés, parviennent à zéro net d'ici la fin de ce siècle. Cela implique de résoudre des problèmes ardues comme les émissions de méthane issues de l'agriculture et de l'élevage, y compris celles provenant de la culture du riz et de la production de viande bovine<sup>xix</sup>.

Il ne s'agit plus de timidement et progressivement réduire les émissions, mais bien de poser les jalons d'un avenir sans carbone.

### Les engagements des gouvernements ne sont pas à la hauteur

Les promesses actuelles des dirigeants pour la période allant jusqu'en 2020 prévoient de limiter la quantité de carbone dans l'atmosphère à 52-54 Gt de dioxyde de carbone.

Pourtant, les scientifiques ont montré que pour être efficaces, ces réductions doivent



## FIDJI

## La hausse du niveau des océans engendre une hausse du chômage

Photo: 350.org



Les tendances actuelles des émissions, qui nous augmenteront très certainement les températures de plus de 2 °C, auront des effets catastrophiques dans de nombreux pays. Les zones côtières seront constamment inondées, notamment dans les petits états insulaires du Pacifique où les travailleurs risquent déjà de perdre leur foyer et devoir déménager.

«Nos îles rétrécissent, notre population doit déménager et abandonner ses terres, sa culture et ses logements. Des Fidjiens qui vivaient de l'agriculture emménagent en ville et viennent grossir les rangs des chômeurs.

Nous ne pouvons pas faire grande chose pour empêcher les émissions à l'origine du problème et pourtant, nous sommes les premiers à en subir les conséquences. Nous voulons garder nos terres et nos maisons, nos emplois et nos droits, nos familles et notre culture.» Agni Deo, Fidji.

atteindre 44 gigatonnes de dioxyde de carbone en 2020.<sup>xx</sup>

En outre, les discussions actuelles, qui se concentrent sur les actions climatiques après 2020, pourraient encore accroître les délais. Les écarts évidents entre la responsabilité et la capacité d'agir, d'une part et

les promesses actuelles, de l'autre, surtout dans le monde développé, doivent être soulignés et condamnés.

Dans le cadre des préparatifs de la conférence de Paris sur le climat, les gouvernements présenteront des « contributions prévues déterminées au niveau national »

à la CCNUCC. Ces engagements constitueront la base de leurs plans d'action climatique nationaux.

Les travailleurs et leurs syndicats ont ici un rôle important à jouer et veilleront à ce que les autorités intensifient considérablement leurs promesses et à ce qu'un dialogue social ait lieu afin de concevoir des plans industriels de décarbonisation qui comprennent des créations d'emplois.

## Éviter une catastrophe

Il est toujours possible, actuellement et pour les quelques années à venir, d'éviter de dépasser la cible de 2 °C. Toutefois, d'ici quelques années, cette possibilité s'évanouira et notre chance de maintenir le réchauffement planétaire à une échelle gérable s'envolera.

Des solutions existent. Elles ont été testées et sont avantageuses pour l'économie, pour la santé et pour la création d'emplois. Elles comprennent des investissements massifs dans les technologies renouvelables et propres, des méthodes pour tirer le meilleur profit de l'efficacité énergétique, la transformation de l'agriculture et la protection des forêts.

## L'inaction coûtera plus cher que l'action

La prévention du réchauffement climatique est l'option la moins onéreuse. En 2025, les effets du changement climatique pourraient coûter 150 milliards de dollars US par an aux pays en développement, soit le double des flux actuels de l'aide publique au développement<sup>xxi</sup>. La transition vers des énergies propres est en cours. Il revient désormais aux gouvernements d'accélérer la transition pour préserver la zone de sécurité climatique de la planète et de veiller à ce que ce changement s'opère équitablement.

La seule façon d'agir pour les gouvernements responsables est de conserver l'objectif de limiter les émissions afin de maintenir la hausse de la température moyenne mondiale sous les 2 °C, et la seule façon d'agir pour les citoyens responsables est de pousser les dirigeants à le faire.

« J'ai été témoin de nombreux incidents où les enfants étaient les premières victimes des catastrophes environnementales causées par le changement climatique et tous les phénomènes qui en découlent. Les parents sont forcés de déménager et, en fin de compte, ayant perdu leurs moyens de subsistance traditionnels, les enfants sont forcés de travailler, de se prostituer, ou deviennent des esclaves. »



Kailash Satyarthi, lauréat du Prix Nobel de la paix, Inde

## 3. Les étapes avant Paris

En décembre 2015, des dirigeants se réuniront à Paris à l'occasion de la 21e session de la conférence des parties (COP21) sur le climat. Les participants au sommet ont la possibilité de choisir la voie vers un avenir à zéro émission de carbone grâce à un accord qui entrera en vigueur en 2020.

Des négociations en vue du sommet de Paris sont en cours. Même si ce n'est pas à la conférence de Paris en soi que nous obtiendrons un avenir sans carbone, elle peut être l'occasion pour les gouvernements de choisir la bonne direction.

### Engagements des pays: les contributions prévues déterminées au niveau national

En vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), les pays s'engagent à concevoir un nouvel accord climatique international d'ici la fin du Sommet sur le climat de Paris, en décembre 2015.

Lors de précédentes négociations climatiques, des pays sont convenus d'énoncer publiquement les actions qu'ils entendent entreprendre dans le cadre d'un accord mondial et ces promesses figureront dans l'accord de Paris.

De mars à octobre 2015, des pays exposeront leurs engagements nationaux et les présenteront à la CCNUCC.

Ces engagements nationaux sont connus sous le nom de «contributions prévues déterminées au niveau national» (CPDN). Elles constituent une technique de négociation différente des méthodes jusqu'alors employées et offrent une approche ascendante de la négociation d'un accord mondial.

Elles indiqueront le niveau d'ambition des pays à la table des négociations avant le sommet de Paris, mais leur contenu en termes de promesses relatives aux émissions, de mesures d'adaptation, de financement et de format que prendront les plans d'action n'est pas connu.

L'Union européenne et les États-Unis devraient faire connaître leurs plans d'action

nationaux en mars, la Chine et l'Australie devraient faire leur annonce vers la moitié de l'année, et le Japon devrait suivre plus tard dans l'année. Aucun calendrier précis n'a été annoncé et les gouvernements peuvent choisir s'ils désirent rendre leurs engagements publics et quand ils le font.

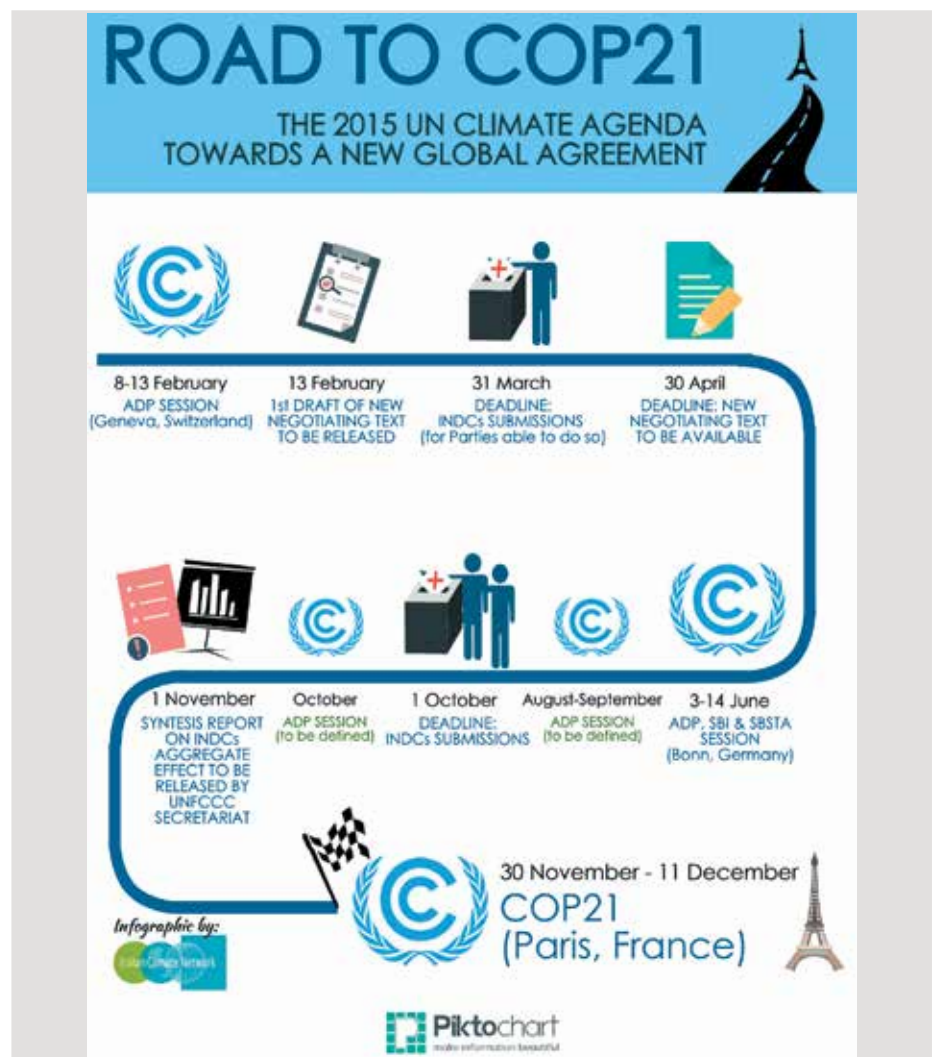
Ces engagements et ces plans d'action nationaux sont une offre générale à partir de laquelle les syndicats peuvent négocier pour obtenir davantage d'ambition et pour veiller à ce que les travailleurs et leurs syndicats aient leur place dans les négociations de la transformation industrielle et économique requise pour que ces engagements deviennent réalité.

### Un accord mondial

Des négociations sont en cours pour parvenir à un accord mondial. Lors de la première des quatre séries de pourparlers mondiaux

préalables au sommet de Paris qui se sont tenus à Genève en février, un projet de document de 86 pages a été approuvé par tous les gouvernements en tant que base de négociation. Le projet de texte contient des options allant de mesures modestes aux possibilités les plus ambitieuses. Il comprend des idées plutôt audacieuses, comme un mécanisme renforcé pour accroître l'ambition au fil du temps, un objectif à long terme d'élimination quasi totale des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 ou 2100, ou encore le recours au budget carbone pour répartir les efforts de réduction des émissions.

Les gouvernements vont commencer à négocier sur base de ce projet d'ici le milieu de l'année et les syndicats peuvent jouer un rôle essentiel en réclamant des comptes aux autorités pour qu'elles soutiennent un accord qui met la planète sur



la voie d'un avenir pérenne comportant des emplois décents.

### L'accord climatique de Paris: ce qu'il faut, ce qui peut arriver et ce que nous devrions faire

Les options actuellement choisies nous mènent à des émissions de 57 Gt d'équivalent CO<sub>2</sub> d'ici 2020 alors que nous savons qu'il ne faudrait pas dépasser le seuil de 44 Gt d'ici 2020 pour avoir une chance de ne pas augmenter la température mondiale moyenne de plus de 2 °C.

Si les ambitions déjà affichées par les États-Unis, par l'Union européenne et par la Chine devaient être reprises par tous les autres pays, nous nous dirigerions vers un réchauffement de 4 °C.

Les gouvernements continuent d'investir dans la production énergétique à base de carburants fossiles, alors que si nous désirons contenir la hausse à 2 °C, nous devons éviter d'utiliser un tiers des réserves pétrolières, la moitié des réserves gazières et plus de 80 % des réserves actuelles de charbon.

L'atténuation du besoin de chaque pays de participer équitablement aux actions climatiques et les résistances qui ne manqueront pas d'apparaître au moment d'adopter des références à une transition juste (impliquant la création de possibilités d'emplois décents et la protection de la main-d'œuvre lors de la transition) au cours des négociations actuelles pourraient être ressenties comme un affront par celles et ceux qui croient en une justice climatique.

Le coût politique d'un tel échec pour les dirigeants est toujours trop faible.

Dans ce contexte, la conférence sur le climat prévue à Paris en décembre 2015 doit au moins parvenir à trois objectifs.

### Un cadre équitable

Le sommet doit aboutir à un cadre pour des actions climatiques internationales équitable au niveau de la répartition des efforts (surtout lorsqu'il s'agit de la réduction des émissions et du financement), et doit fixer un objectif d'action climatique à long terme pour réduire les émissions de gaz à effet de serre afin de diminuer la probabi-

lité d'une hausse de la température de plus de 2 °C. Nombreuses ont été les personnes à traduire cette volonté par un appel en faveur de zéro émission de carbone.

### En faire plus

Le sommet doit établir un processus en vue d'exiger plus d'efforts de la part des gouvernements qui présentent des émissions et qui financent des objectifs inférieurs à leurs responsabilités et capacités; ce mécanisme permettra de mettre le système sur la voie de l'objectif des 2 °C.

### Une transition juste

Les participants au sommet doivent s'engager en faveur de politiques de transition juste de façon à accompagner les travailleurs lors de la transformation nécessaire de tous les secteurs et emplois vers de nouvelles possibilités d'emploi décent, une protection sociale et de nouvelles compétences, entre autres mesures.

### Quelle est la probabilité de réaliser ces objectifs à Paris?

Les précédentes conférences de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) sont de mauvais augure pour la conférence de Paris.

À Varsovie, la société civile, les mouvements sociaux et les syndicats ont quitté massivement les négociations alors que de nombreux participants tentaient clairement de faire marche arrière sur les thèmes énumérés ci-dessus. En décembre dernier, à Lima, nous avons vu que le «plus petit dénominateur commun» était l'option préférée pour parvenir à un accord — quelle que soit sa contribution au changement climatique.

Tous ensemble, syndicats, travailleurs et citoyens doivent se montrer à la hauteur du défi.

Sans une mobilisation citoyenne de grande ampleur cette année et dans les années cruciales qui suivent, alors que nous avons encore une possibilité d'inverser la tendance nous menant à une catastrophe, il y a peu de chance que les gouvernements changent d'attitude en participant simplement à une conférence internationale.

Trop de personnes influentes bénéficient de cette situation de statu quo. Le puis-

**Le coût politique d'un tel échec pour les dirigeants est toujours trop faible.**

sant lobby des entreprises, dont le modèle commercial est dépassé, continue de bloquer tout progrès au niveau national. Il faut donc une participation plus solide de la part des travailleurs et de leurs syndicats pour contrebalancer ces influences.

La réussite à Paris ne se mesurera pas en termes de résultats obtenus lors d'une Conférence de la CCNUCC ni en fonction des termes d'un accord.

La réussite à Paris doit être évaluée en fonction de nos capacités collectives à faire du changement climatique un sujet de préoccupation pour toutes et tous; à le relier au besoin de suivre un autre modèle économique qui respecte les droits et encourage la prospérité de toutes et tous, tout en veillant à préserver une planète sûre et saine pour les générations à venir; et à montrer que, loin d'être un programme punitif, la lutte contre le changement climatique va de pair avec les appels en faveur des droits au travail, de la protection sociale, de l'égalité entre les hommes et les femmes, de la transformation industrielle durable et avec d'autres combats essentiels que le mouvement syndical mène depuis sa création.

Lors de la conférence, les femmes et les hommes politiques seront grandement jugés en fonction de leurs capacités à mettre l'économie au service du progrès social. Dans ce contexte, le manque d'ambition à l'égard du climat est l'ennemi du progrès social.

Pour le mouvement syndical, le changement climatique est un obstacle qui menace tout ce qui nous tient à cœur, l'égalité, les droits et la prospérité.

C'est un enjeu pour lequel nous devons participer à la conception d'une transition au sein de laquelle les travailleurs peuvent décider de leur propre avenir.

## Points de repère de la CCNUCC <sup>xxiii</sup>

### 1992 — Rio de Janeiro: Adoption de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques:

Tous les gouvernements sont convenus d'agir pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et ont décidé de concevoir une nouvelle approche pour le système des Nations Unies — même s'il y a un engagement commun pour agir, il existe des différences au niveau des capacités et des responsabilités des pays.

### 11 décembre 1997 — Kyoto: Adoption du Protocole de Kyoto:

L'adoption du Protocole de Kyoto, le premier traité mondial de réduction des émissions de gaz à effet de serre, lors de la troisième Conférence des parties (COP), constitue une étape historique du processus. Il établit un objectif de réduction des émissions pour une première période d'engagement (2008-2012), à l'époque pour les pays développés (approche «descendante»). Les États-Unis sont l'unique pays à ne pas l'avoir ratifié.

### Décembre 2009 — Copenhague:

Les dirigeants du monde entier se sont réunis lors de la quinzième COP à Copenhague (Danemark) dans le but de concevoir un cadre climatique destiné à orienter les actions à la fin de la première période d'engagement du Protocole de Kyoto. Aucun consensus n'a pu être conclu sur la façon d'évoluer et surtout sur la façon de partager l'effort de réductions des émissions entre les pays développés et en développement. Le monde développé a promis de fournir un financement à mise en œuvre rapide de 30 milliards de dollars US pour la période allant de 2010 à 2012 et s'est pour la première fois engagé à mobiliser 100 milliards de dollars US d'ici 2020 pour des actions climatiques (au travers d'un mélange de fonds publics et privés).

### Décembre 2010 — Cancún:

La seizième COP a débouché sur les Accords de Cancún qui prévoient la création d'un certain nombre d'institutions propres à la convention (comme le Fonds vert pour le climat) pour aider les pays en développement à faire face au changement climatique. Ils confirment par ailleurs l'approche «descendante» des réductions des émissions, et pour la première fois, y figure le besoin de garantir une transition juste assortie des principes du travail décent et d'emplois de qualité.

### Décembre 2011 — Durban:

De fortes dissensions sont apparues lors de la COP17 à propos des objectifs immédiats de réduction des émissions à adopter, poussant les gouvernements à postposer l'entrée en vigueur du nouveau cadre climatique qui devait être adopté en 2015 pour la période après 2020, menant au lancement du Groupe de travail spécial de la plate-forme de Durban pour une action renforcée.

### Décembre 2012 — Doha & Décembre 2013 — Varsovie:

La CCNUCC est entrée dans un processus de dilution des références aux principes prônés dans la convention (comme les responsabilités et les capacités différenciées des gouvernements face au changement climatique, ou le besoin de partager équitablement les efforts) et lorsqu'est venu le moment de ratifier la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto, seuls quelques pays l'ont fait, le Japon, le Canada et l'Australie rejetant ouvertement la procédure. Les ambitions chaque fois plus faibles ont poussé la société civile à quitté la réunion de Varsovie.

### Décembre 2014 — Lima:

D'importantes différences dans la façon dont les pays seront traités dans le nouveau cadre climatique, ainsi que la place accordée à des thèmes essentiels comme le financement climatique, les mesures d'adaptation, les pertes et les dommages, ont retardé la conclusion d'un consensus sur le projet de texte de négociation à utiliser à Paris. Aucun progrès n'a en outre été enregistré au niveau du besoin de mener des actions ambitieuses avant 2020.

### Décembre 2015 — Paris:

Un nouvel accord mondial doit y être adopté pour entrer en vigueur en 2020. Il entend rassembler tous les pays au sein d'un cadre à long terme en vue de réduire les émissions et de soutenir les pays pauvres dans la transformation de leur économie vers la pérennité et la résilience. On espère aussi que ce sera l'occasion de lancer des signaux forts pour adopter des actions immédiates pour faire face au changement climatique.

## 4. Pas de laissés pour compte dans un avenir à zéro émission de carbone

**Les syndicats se battront pour qu'il n'y ait pas de laissés pour compte dans un avenir à zéro émission de carbone.**

**L'action climatique est une question syndicale.**

**Il n'y a pas d'emploi sur une planète morte !**

Nous avons un rôle essentiel à jouer : il nous faut protéger les emplois dans les industries et sur les lieux de travail actuels en exigeant une transformation industrielle, organiser les travailleurs occupés à des emplois de qualité qui se créeront dans l'économie écologique naissante et lutter en faveur de mesures de transition juste qui veilleront à ce que personne ne soit laissé pour compte.

### Emplois, transformation industrielle et transition juste

Il faut une transformation industrielle. Les industries actuelles sont le fondement des industries de demain, mais les 15 prochaines années seront décisives. On ne peut

pas faire comme si de rien n'était. Il y a de grandes possibilités de création d'emplois, mais il y a aussi beaucoup d'obstacles.

Si nous voulons avoir une petite chance de rester dans la limite des 2 °C, notre bilan d'émissions (sachant que certaines seront absorbées par les forêts et les océans) doit être à zéro entre 2055 et 2070<sup>xxiv</sup>.

D'ici là, un milliard de personnes supplémentaires vivront dans les villes qui sont déjà à l'origine de 80 % de la consommation, utilisent environ 70 % de la production d'énergie et sont responsables de la même quantité d'émissions. Cela signifie que les emplois, mais aussi des secteurs tout entiers doivent

transformer leur empreinte écologique afin de veiller à la pérennité de ces villes.

Il faut que tous les emplois soient plus écologiques puisque tous les secteurs doivent modifier leur empreinte carbone.

En dehors des villes, l'agriculture et les forêts sont essentielles pour nourrir la population mondiale et pour préserver l'environnement naturel. Cela implique aussi des emplois.

La récupération d'à peine 12 % des terres agricoles dégradées pourrait nourrir 200 millions de personnes pendant cette période.

Il est possible de ralentir et même de stopper la déforestation, tout en accélérant la reforestation; ces actions augmenteront la productivité des terres et de l'eau en réduisant les émissions de carbone. Cela implique aussi des emplois.

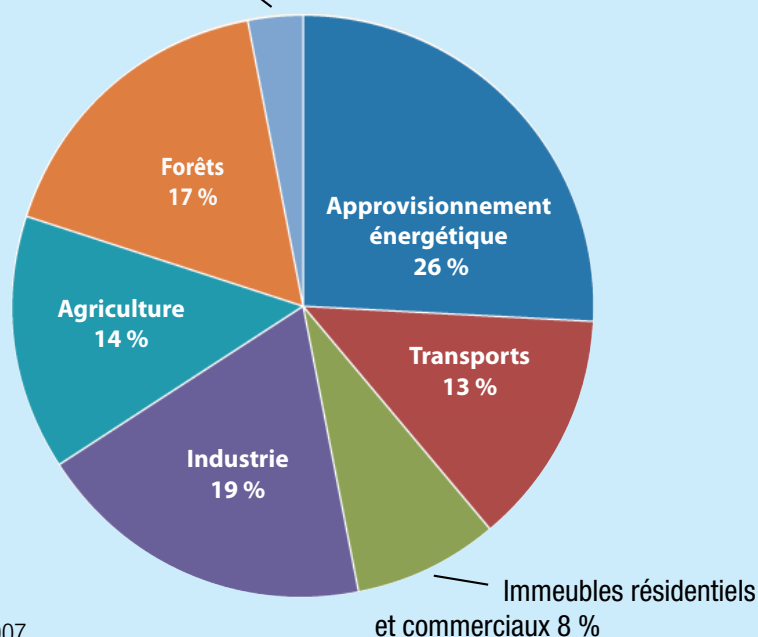
Tous nos secteurs ont un rôle à jouer.

D'ici 2030, les investissements dans les infrastructures devraient osciller entre 50.000<sup>xxv</sup> et 90.000 milliards de dollars US<sup>xxvi</sup>. Au vu des exigences en termes d'infrastructures dans les transports, dans l'énergie, dans les systèmes d'alimentation en eau et dans le secteur de la construction, cela pourrait signifier jusqu'à 6.000 milliards de dollars US en moyenne par an pour les 15 prochaines années. Cela implique aussi des emplois.

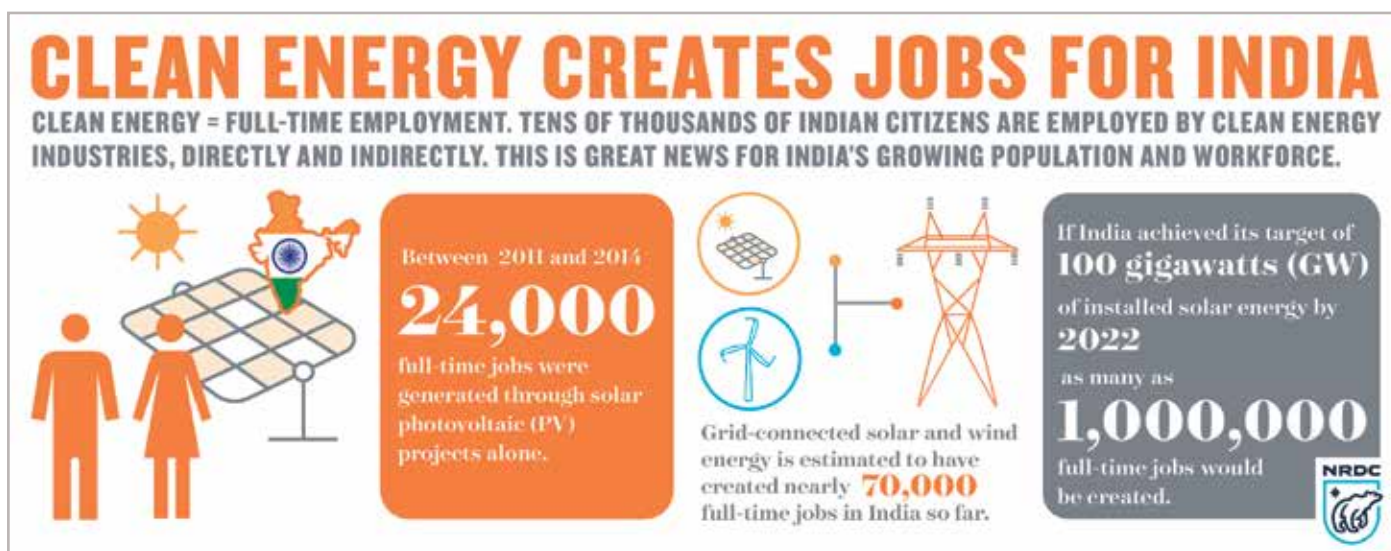
En 2010, le Millennium Institute<sup>xxvii</sup> a mené une enquête pour la CSI qui a montré que si pendant cinq ans, seulement 12 pays investissaient tous les ans 2 % de leur PIB dans des secteurs principaux, cela pourrait créer près de 48 millions d'emplois.

Répartition des émissions mondiales des gaz à effet de serre, par secteur (%)

Déchets et eaux usées 3 %



Source: IPCC 2007



Source: www.nrdc.org

L'Organisation internationale du Travail (OIT) a établi que la plupart des études montraient que les politiques prévoyant la transition climatique avaient un effet net positif sur l'emploi. Les bénéfices nets se montent jusqu'à 60 millions d'emplois, associant croissance économique et amélioration de l'environnement<sup>xxviii</sup>.

Par ailleurs, si tous nos secteurs comportent des possibilités de transformation, l'élément essentiel au changement de nos industries et de nos communautés est l'énergie, une énergie fiable et renouvelable.

Les estimations varient, mais la majorité de nos réserves en combustibles fossiles ne devront pas être utilisées.

Les opposants aux sources d'énergie alternatives invoquent leurs coûts, mais notre actuelle dépendance énergétique aux carburants fossiles comporte des frais cachés, sans compter les lourdes subventions dont ces industries bénéficient.

Le Council on Energy, Environment and Water (CEEW) et le Natural Resources Defense Council (NRDC) ont publié un rapport, *Clean Energy Powers Local Job Growth in India* (L'énergie propre crée des emplois locaux en Inde), qui affirme que la planification du projet, la construction, l'installation et la mise en œuvre des activités nécessaires pour parvenir à l'objectif d'énergie solaire du gouvernement pour 2022 pourraient générer un million d'emplois en moins de dix ans<sup>xxix</sup>.

### Notre santé compte

Le rapport du New Climate Economy, *Better Climate: Better Growth*<sup>xxx</sup> (Meilleur climat, meilleure croissance), révèle les conséquences graves de la pollution découlant de l'utilisation classique de l'énergie et le besoin de plus en plus pressant d'en réduire la consommation.

La pollution découlant de la consommation énergétique est responsable de 5 % de la charge mondiale de la morbidité. Chaque année, la pollution atmosphérique serait responsable d'environ sept millions de décès prématurés, dont 4,3 millions seraient dus à la pollution de l'air intérieur, principalement liée à l'utilisation de combustibles solides pour se chauffer et cuisiner. Les rendements agricoles sont eux aussi touchés puisque l'ozone au niveau du sol réduit de 3 à 16 % le rendement de quatre importantes cultures de base dans le monde, principalement en Asie du Sud et de l'Est.

Il n'est pas aisé d'évaluer pécuniairement ces pertes, mais des estimations suggèrent des coûts très élevés, dépassant souvent ceux nécessaires pour passer à d'autres sources d'énergie qui pourraient réduire considérablement les émissions de CO<sub>2</sub>.

La transition vers une économie à zéro émission de carbone serait tout à fait bénéfique pour la santé, mais également pour les budgets publics. De récents scénarios d'atténuation des effets du changement climatique ont estimé que les avantages indirects moyens pour la santé au niveau mondial

s'élèveraient de 50 à plus de 200 dollars US par tonne de CO<sub>2</sub> évitée. Traduits en coûts énergétiques, ces chiffres ont une incidence considérable sur l'attractivité relative des technologies utilisant moins de carbone.

### Il n'y aura pas de laissés pour compte

En dépit des possibilités d'emploi, les difficultés ne manqueront pas pour certains travailleurs et leurs communautés. La CSI est décidée à ne laisser personne à la traîne et à ce que la révolution énergétique soit soutenue par des mesures en faveur d'une transition juste.

Outre la transformation industrielle, nous devons veiller à ce que les coûts énergétiques des ménages et des entreprises restent raisonnables lors de la phase de transition. Les charges doivent être réparties équitablement en tenant compte des pressions sur les ménages à faible revenu et les industries consommant beaucoup d'énergie où les changements se feront plus fortement ressentir.

Il est nécessaire et inévitable d'imposer un prix au carbone, même si les recettes en découlant doivent être utilisées pour aider les plus vulnérables, y compris en restaurant les logements pour qu'ils aient une meilleure efficacité énergétique. Les industries doivent payer et il faut les encourager à développer leurs activités de recherche-développement. Des mécanismes de soutien doivent également être en place pour les plus petites entreprises afin qu'elles

adoptent des mesures de rendement énergétique, des changements technologiques et des possibilités de production mixte.

En tant qu'organisations syndicales, nous voulons avoir une vision claire de notre avenir industriel et des options énergétiques, ainsi que des effets sur la main-d'œuvre. C'est notre devoir de lutter pour que la transition soit juste. Dans les secteurs où des pertes d'emploi sont inévitables, les partenaires sociaux (syndicats et employeurs) doivent concevoir suffisamment à l'avance des stratégies de transition contraignantes qui offrent de nouvelles possibilités aux salariés et façonnent activement les changements structurels.

Les syndicats représentent des travailleurs employés dans les secteurs de l'énergie et des combustibles fossiles, ainsi que dans d'autres domaines qui seront touchés. Alors que les entreprises adopteront les modifications nécessaires pour être concurrentielles au sein de l'économie verte, nous devons tenir compte des craintes des personnes qui pensent qu'elles vont perdre leur emploi. Ces travailleuses et travailleurs sont des éléments principaux de nombreuses communautés et il convient de leur garantir un avenir. Le redéploiement, la chance d'acquérir de nouvelles compétences et de travailler dans de nouveaux secteurs et, évidemment, de s'assurer une retraite doivent faire partie des garanties.

Pour les syndicats, l'enjeu est de prendre part aux dialogues qui orientent les investissements, qui façonnent les industries pour qu'elles soient pérennes et qui veillent au travail décent. Dialogue social, concertation, négociation collective — les travailleuses et les travailleurs ont le droit de participer à la construction de leur avenir.

Toutes les industries doivent recourir à des technologies et à des processus qui participent à une économie à zéro émission de carbone. Tous les travailleurs ont le droit de savoir ce que leur employeur entend mettre en place pour garantir leur emploi au cours de cette transformation.

Les syndicats vont soutenir le dialogue dans les secteurs existants et organiser le personnel des nouvelles industries.

Le travail décent implique des relations professionnelles bien installées, des salaires équitables, des emplois sûrs et sains, et le respect des droits du personnel, y compris le dialogue.

Le dialogue social est un élément indispensable et devrait démarrer par des questions comme :

Quelles sont les intentions de l'entreprise en termes de réductions des émissions ?

Quelles sont les technologies que je vais devoir apprendre à utiliser ?

Quels sont les investissements prévus au niveau de la recherche-développement, de la formation du personnel et des changements technologiques ?

Comment le personnel et ses organisations syndicales peuvent-ils participer aux modifications de la façon dont le travail est organisé ?

Y aura-t-il un partage du travail et de la productivité des ressources ?

Notre convention collective garantira-t-elle de suivre un chemin convenu ?

Quels sont les éléments à ajouter dans nos conventions collectives ?

### **Nous exigeons une transition juste**

Cette transformation des secteurs et des industries doit s'accompagner de mesures de transition juste. Nous avons joué notre rôle lors des négociations au sein des Nations Unies, et nous nous sommes battus pour obtenir des engagements. Il faut désormais les garantir, les traduire dans la réalité et les faire figurer dans l'accord sur le climat de Paris.

Cela implique que les communautés et les travailleurs qui dépendent du carbone ne doivent pas être obligés de supporter les coûts du changement. Nous lutterons pour obtenir un financement approprié pour les nations les plus pauvres et les plus vulnérables.

Nous avons le droit de nous asseoir à la table des négociations, car nous agissons pour stabiliser le climat mondial en nous orientant vers un avenir à zéro émission de carbone.

Il est largement admis qu'un prix carbone doit s'accompagner d'une augmentation importante des investissements dans la recherche-développement sur l'énergie d'ici la moitié des années 2020.

Il ne sera possible de relever le défi que si les technologies énergétiques propres actuelles et à venir remplacent les systèmes à fortes émissions de CO<sub>2</sub> sur lesquels les sociétés comptent aujourd'hui. Il en existe déjà qui permettent des réductions des émissions de CO<sub>2</sub> dans de nombreux secteurs, comme la production d'électricité, les transports, le chauffage et le refroidissement, l'agriculture et d'autres qui suivront.

### **Accès universel aux technologies**

En raison des droits de propriété intellectuelle liés aux brevets, des secrets commerciaux et des droits d'auteur, les inventions et les technologies de pointe sont souvent très onéreuses et leur déploiement est lent. Malgré leur potentiel énorme à réduire les émissions des gaz à effet de gaz et à améliorer les niveaux de vie, nombre de technologies efficaces ne sont donc pas encore disponibles au niveau mondial et sont très chères.

Il est possible de résoudre ce problème de différentes façons, par exemple en prévoyant une mise en commun des brevets, garantissant un accès universel aux technologies. Il est possible d'y parvenir si les Nations Unies, par exemple, acquièrent les brevets des inventeurs de technologie et les rendent accessibles aux pays qui ne pourraient pas les acquérir autrement. Les fonds nécessaires pour acheter les brevets pourraient être obtenus de la tarification du carbone ou d'un fonds climatique mondial.

Dans cet ordre d'idées, le rapport *Better Growth Better Climate* (Meilleur climat, meilleure croissance), de The New Climate Economy recommande la communautarisation des technologies.

Bien que pratique et répondant aux revendications d'équité, cette demande de partage des technologies, si elle n'est pas négociée au niveau international, s'apparentera à la lutte pour obtenir l'accès aux médicaments génériques.

C'est un combat que nous devons mener.

## 4.1 La transition juste et le travail décent dans le cadre des négociations de la CCNUCC

### Qu'entend-on par «transition juste»?

Une «transition juste» décrit la transition vers une économie à faibles émissions de carbone et résiliente au changement climatique qui maximise les avantages de l'action climatique tout en minimisant les difficultés pour les travailleurs et leurs communautés. Si les besoins varient d'un pays à l'autre, certaines politiques doivent être appliquées à l'échelle planétaire. Il s'agit:

1. D'investissements sûrs dans les secteurs et les technologies à faibles émissions et générateurs d'emplois. Ils doivent être effectués après avoir dûment consulté toutes les parties concernées et dans le respect des droits humains et du travail, ainsi que des principes du travail décent.
2. Du dialogue social et de la consultation démocratique des partenaires sociaux (syndicats et employeurs) et d'autres

parties prenantes (par exemple, les communautés).

3. Des recherches et une évaluation préliminaire des impacts sociaux et sur l'emploi des politiques climatiques.
4. Des formations et du renforcement des compétences, qui sont essentiels pour soutenir le déploiement de nouvelles technologies et favoriser les mutations industrielles.
5. D'une protection sociale, assortie de politiques actives du marché du travail.
6. De plans locaux de diversification économique qui soutiennent le travail décent et assurent la stabilité communautaire lors de la transition. Les communautés ne doivent pas être livrées à elles-mêmes pour gérer les conséquences de la transition dans la mesure où cela ne mènera pas à une distribution équitable des coûts et des avantages.

Un grand nombre de ces politiques doivent être mises en œuvre aux échelons national et local. Toutefois, si le message politique aux travailleurs provient des négociations les plus influentes sur le changement climatique, cela donnera davantage d'arguments à celles et ceux qui luttent pour une action ambitieuse. En outre, il rassurera les travailleurs en ce qui concerne les processus nationaux qui seront développés pour transformer avec succès le monde du travail.

### Précédents pour adopter un libellé sur la transition juste à la CCNUCC

Il existe des précédents quant à l'inclusion de ce type d'engagements dans les accords mondiaux sur le climat. Depuis la COP16 à Cancún, les parties à la CCNUCC ont exprimé leur soutien à un phrasé sur la transition juste, qui a été adopté pour la première fois dans la décision 1/CP16:

## IG Metal — Allemagne: Mettre en place un mouvement pour la transformation

Le mouvement syndical allemand se sert du système national de cogestion pour favoriser des actions sur la transformation climatique des industries, sur la création d'emplois et sur le travail décent. Le système accorde aux travailleurs une représentation statutaire sur le lieu de travail grâce aux «comités d'entreprise», en plus des organisations syndicales. La section locale de Rhénanie-du-Nord-Westphalie de la centrale syndicale allemande DGB organise des événements pour des centaines de travailleuses et de travailleurs de différents secteurs en vue de stimuler l'innovation et de progresser vers un avenir sobre en émissions de carbone.

En 2012, le premier événement s'est intéressé au secteur de la chimie, rassemblant salariés, directeurs et chercheurs pour recenser des moyens de parvenir au travail décent et à la transformation industrielle. Cela incluait pour l'entreprise chimique Currenta d'atteindre une cible en vue de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de 20.000 tonnes par an.

Des instituts de recherche de toute la Rhéna-

nie-du-Nord-Westphalie participent aussi au programme. Comptant sur 600.000 emplois potentiels dans le secteur des énergies renouvelables, des instituts techniques soutiennent la demande de la DGB de veiller à ce que ceux-ci soient des emplois de qualité. Ils participent à des discussions politiques sur la répartition équilibrée des coûts de transformation et veillent à ce que l'efficacité énergétique s'applique autant aux immeubles commerciaux et résidentiels qu'aux industries.

À Witten, dans l'aciérie d'Edelstahlwerke, le syndicat participe aux efforts d'efficacité énergétique en transmettant les idées et les propositions du personnel. Un processus similaire, de «voiture propre», est aussi en cours dans la société Kirchhoff Witte qui fournit l'industrie automobile.

Dans le même temps, à Kreuztal, les syndicats et la direction de la brasserie Krombacher se sont conjointement

engagés à garantir le travail décent et une utilisation efficace des ressources et à transmettre un héritage positif aux générations à venir.

Andreas Meyer-Lauber, président de la section locale de Rhénanie-du-Nord-Westphalie de DGB: «Gandhi a dit: "Il y a assez de tout dans le monde pour satisfaire aux besoins de l'homme, mais pas assez pour assouvir son avidité". Nous avons besoin d'une transformation économique — il n'y a pas d'autre solution. »

Photo: www.upertal





1. Dans le cadre de la section I, «Une vision partagée pour l'action coopérative à long terme», paragraphe 10, gouvernements<sup>xxxix</sup>.

«10. Comprend que la lutte contre le changement climatique exige une transition paradigmatique vers l'édification d'une société sobre en carbone, qui crée des opportunités d'envergure et garantisse une croissance élevée continue ainsi que le développement durable, sur la base de technologies innovantes, de styles de vie et de modèles de consommation et de production plus durables, tout en garantissant à la force de travail une juste transition, qui crée des emplois de qualité relevant du travail décent.»

2. Dans la section sur les conséquences économiques et sociales des mesures de riposte :

«Reconnaissant l'importance d'éviter ou de minimiser les répercussions négatives des mesures de riposte sur les domaines social et économique, faisant la promotion d'une juste transition pour la force de travail, créant du travail décent et des emplois de qualité conformément aux stratégies et priorités de développement définies à l'échelon national et contribuant à l'édification de nouvelles

capacités tant dans les emplois des secteurs productifs que dans ceux du secteur des services, promouvant la croissance économique et le développement durable.»

Les références à une transition juste ont également été confirmées à la COP17 de Durban. Par conséquent, les organes subsidiaires ont abordé la question dans des ateliers et les parties ont exprimé leur soutien à une transition juste dans le cadre des futures discussions. Toutefois, ce thème doit être intégré dans le nouvel accord sur le climat afin que la transition juste et le travail décent soient reconnus comme quelque chose de plus que de simples «mesures de riposte».

Selon les syndicats, l'adoption par la CCNUCC d'un libellé sur la transition juste appuiera le renforcement de la coopération entre la CCNUCC et l'Organisation internationale du Travail (OIT), de sorte que les progrès à l'OIT alimentent les futurs débats à la CCNUCC. En 2013, l'OIT a adopté des conclusions sur la nécessité d'une transition juste lors de sa Conférence internationale du Travail et une réunion tripartite d'experts

se tiendra en octobre 2015 en vue d'évaluer la pertinence des différents instruments de l'OIT dans ce contexte et de déterminer si une nouvelle orientation est nécessaire.

## Le contenu des débats à la CCNUCC

Les syndicats veulent que la CCNUCC reconnaisse, au niveau politique le plus élevé, l'importance de garantir les moyens d'existence de ceux qui seront en première ligne de la prochaine transition économique. Une transition juste, facilitée par une communication régulière avec l'OIT, permettra qu'un accord ambitieux sur le climat réponde également aux préoccupations communes de tous les citoyens.

Dans le texte de négociation actuel, convenu lors des pourparlers de Genève en février 2015, il y a trois références à une transition juste. Les syndicats demandent aux gouvernements qu'ils conservent ces références dans la partie «opérationnelle» de l'accord et qu'ils les renforcent, de sorte que la protection du climat aille de pair avec la participation des travailleurs à la transformation.

## LiUNA, USA — Travailler dans les énergies renouvelables et y faire carrière

Photo: LiUNA

Aux États-Unis, l'industrie solaire emploie 170.000 personnes et a connu une hausse du nombre d'emplois de 22 % en un an. Un nouvel emploi sur 78 était lié au solaire, secteur où les revenus sont supérieurs au salaire médian. L'industrie prévoit 35.000 nouveaux emplois en 2015.<sup>xxxii</sup>

LiUNA, le syndicat international des travailleurs d'Amérique du Nord, est actif dans le domaine des énergies renouvelables depuis dix ans, construisant des systèmes d'énergie renouvelable aux États-Unis et au Canada. En Californie, une récente législation a étendu la gamme des énergies renouvelables, créant des milliers d'emplois dans la construction, y compris de nombreuses possibilités pour les membres de LiUNA. La nouvelle norme relative aux énergies renouvelables en Californie a permis aux membres de l'organisation d'accroître leurs activités liées à des projets d'énergie renouvelable — plus de 1.300 membres ont ainsi pu travailler et 1.000 emplois supplémentaires devraient être créés d'ici l'année prochaine.

En Californie, des membres de LiUNA participent actuellement à la construction de centrales solaires, éoliennes et géothermiques, et mènent dif-

férentes activités traditionnelles de la construction comme couler du béton, creuser des fondations, faire les raccordements souterrains ou monter des armoires pour les modules photovoltaïques, ou effectuent des tâches moins traditionnelles comme la confection des miroirs pour

concentrer l'installation solaire et l'assemblage de systèmes photovoltaïques. Des centaines de personnes devraient venir grossir les rangs des adhérents d'ici quelques mois pour combler les besoins en main-d'œuvre et achever ces grands projets.

Certaines d'entre elles travailleront en tant que membres syndicaux pour la première fois et auront la possibilité de quasiment tripler leur salaire, de s'assurer des prestations de santé et d'avoir accès gratuitement aux programmes de formation professionnelle de LiUNA. Alors que le secteur des énergies alternatives est en plein essor, les membres de LiUNA relèvent les nouveaux défis



et s'assurent une carrière dans la construction<sup>xxxiii</sup>. Ce secteur offre d'énormes possibilités pour les travailleurs dans de grandes comme de petites entreprises.

«Je n'aurais jamais cru un jour quitter le costume pour enfile des bottes et un casque. Je suis passée d'un emploi payé au salaire minimum à un emploi syndical. Nous construisons 40.000 panneaux solaires; c'est une nouvelle carrière, pas juste un emploi temporaire. Je suis heureuse de montrer à mes enfants et à mon mari les panneaux solaires que j'ai construits. Je suis fière de savoir que j'y ai pris part», Jackie Macon, Local 783 LiUNA.

## SEWA — Inde : Des cuisinières à biogaz pour prévenir la déforestation

Photo: Creative commons/Flickr

En Inde, l'association des femmes indépendantes (SEWA) a rassemblé plus d'un million de femmes de l'économie informelle pour trouver des solutions durables et adaptées aux conditions locales au problème du changement climatique.

«Les pauvres sont les plus écologiques, car ils doivent trouver tous les jours de nouvelles stratégies de survie avec les maigres ressources qu'ils peuvent trouver dans les environs», explique Reemamben Navavaty, qui dirige le service de développement économique et rural de la SEWA. *Je pense donc qu'ils doivent avoir les meilleures stratégies de subsistance écologique.*»

Par exemple, la SEWA a introduit des cuisinières à biogaz simples à utiliser dans les zones pauvres et rurales. Cette action a permis de réduire la déforestation liée au bois de chauffage et le purin issu du biogaz peut être utilisé comme engrais pour les



cultures de coton.

«Avant d'avoir une cuisinière au biogaz, nous devions nous lever tous les matins à 5 heures pour aller chercher du bois et nous ne rentrions pas avant 13 heures, 13 h 30 pour préparer à man-

ger», explique Kantaben Thakor de l'état du Gujarat. *Entre-temps, les enfants avaient faim et ne pouvaient pas étudier, et je ne pouvais pas m'en occuper correctement.*»

## CGT — France: Des syndicats reconstruisent le secteur du bois en Aquitaine<sup>xxxiv</sup>

En 2008, le secteur du bois français a subi un déficit commercial de 6 milliards d'euros alors que la ressource était disponible dans le pays. La région Aquitaine, ayant un long passé industriel, assistait à la disparition de milliers d'emplois résultant d'un manque d'investissements, de mauvaises stratégies industrielles et des effets de deux fortes tempêtes.

Les syndicats ont concentré leurs combats sur la préservation des emplois au cas par cas, mais l'absence d'un plan industriel pour le secteur, qui

aurait pu garantir sa pérennité, constituait la principale menace pour les 32.000 personnes qui y travaillaient.

De ce fait, la CGT Aquitaine, au travers de son centre de recherche CERESA, a lancé un processus d'étude, de consultation et de planification sur trois ans qui a débouché sur une évaluation du secteur du bois dans la région à laquelle plusieurs acteurs ont pris part. Ces «États généraux de la filière bois» ont permis d'évaluer ensemble les difficultés, les possibilités et la marche à suivre

pour préserver et faire croître le nombre d'emplois dans le secteur.

Un travail a été mené au niveau des profils des emplois, des carrières et de l'acquisition des capacités, le tout dans le contexte des ressources naturelles de la région, des éventuels futurs marchés et des besoins en termes de financement public. L'étude a également permis de mettre au jour l'intérêt potentiel de soutenir des chaînes d'approvisionnement courtes et des produits écologiques.

Les plans adoptés décrivent les tâches précises à entreprendre sur le terrain par les employeurs, les entités publiques, les syndicats et les communautés. Un point essentiel était de garantir de bonnes conditions de travail et de veiller à la sécurité des personnes du secteur; il s'agissait donc de relever le défi de la pérennité et du travail décent.

Les premières évaluations de cette expérience montrent que l'esprit d'initiative des syndicats en matière de transformation et de revitalisation industrielles peut faire la différence pour les emplois et l'environnement. Cette initiative encourageante a inspiré nos collègues syndicaux qui mènent désormais le combat dans un deuxième secteur de la région, les déchets.



Photo: Jean-Pierre/flickr

# 5. Les syndicats pour le climat

## Trois pistes pour Paris

Tout au long de 2015, il y aura différentes possibilités de participer à la campagne *Nouveaux fronts* «Les syndicats pour le climat» en travaillant avec d'autres organisations sous forme de coalitions ou d'alliances, avec des membres, des employeurs et des gouvernements.

La campagne Nouveaux fronts de la CI propose trois pistes aux travailleurs et à leurs syndicats.

### 1 Engagements des pays

**De mars à octobre 2015, revoir l'ambition à la hausse et négocier une transition juste**

Les mois à venir, tous les gouvernements doivent présenter des plans d'action nationaux en vue de l'accord de Paris. Ces engagements constitueront les fondements d'un accord ambitieux et seront présentés à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques<sup>xxxv</sup>. Les plans d'action des pays plus riches devraient aider à rendre la lutte mondiale contre le changement climatique plus équitable en prévoyant un soutien aux pays en développement afin qu'ils effectuent le changement au niveau des choix énergétiques et améliorent leur résilience face aux menaces et aux dommages.

Demandez des comptes à votre gouvernement vis-à-vis de ces plans d'action et veillez à ce qu'ils soient repris dans les mesures et la législation nationales. Participez aux négociations pour assurer une transition juste aux travailleuses et aux travailleurs.

### 2 L'accord de Paris sur le climat<sup>xxxvi</sup>

**Du 1er au 11 juin, réunion préparatoire de la CCNUCC à Bonn**

Juin — Semaine d'action nationale 2015 — Le texte d'un projet d'accord mondial

Juin — Les gouvernements nationaux doivent discuter du projet d'accord de Paris

**30 novembre — 11 décembre 2015, 21e session de la Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Paris**

Il est prévu que les Nations Unies envoient le projet de texte de l'accord de Paris aux gouvernements nationaux en avril. Rencontrez votre gouvernement et participez à la transformation des économies et à la préservation des emplois.

La CSI fournira une analyse du statut des négociations et des points principaux pour votre gouvernement. Nous devons veiller à préserver les références à une transition juste et au travail décent dans le texte.

### 3 Promesses syndicales — Agir aujourd'hui pour préserver les emplois de demain.

**Promesses syndicales**

**Septembre 2015 — Sommet syndical à Paris**

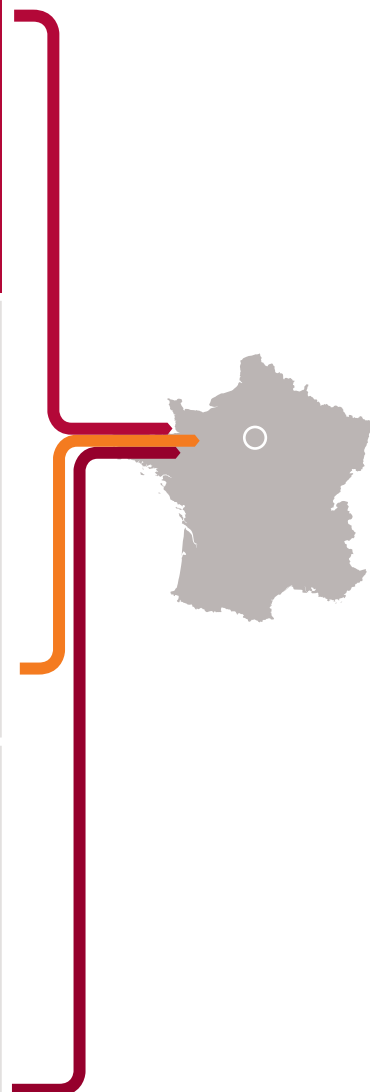
**Formulez votre promesse:** Exactement comme les gouvernements doivent faire des promesses, les travailleurs et leurs syndicats doivent s'engager<sup>xxxvii</sup>.

En ajoutant la voix de votre syndicat à celles de ceux qui réclament la justice climatique et une transition juste vers un avenir à zéro émission de carbone, vous aiderez à créer le mouvement nécessaire pour dépasser les intérêts commerciaux puissants qui veulent éviter que de nouvelles réglementations sur les émissions soient votées et qui désirent que soit préservée la situation de statu quo.

Nous savons que le système est faussé et nous avons besoin d'une économie mondiale plus équilibrée, juste et équitable. Formulez votre promesse et faites-la connaître au Sommet syndical de Paris:

- Un objectif national pour les énergies renouvelables
- La création d'emplois écologiques ou d'emplois dans des secteurs pérennes d'un point de vue environnemental
- Accroître les ambitions de votre pays en matière de réduction des émissions
- Un objectif national de réduction des émissions si votre gouvernement est déjà sur le point de prendre un engagement public
- Un objectif d'efficacité énergétique
- La fin des subventions aux combustibles fossiles
- Un changement au niveau du portefeuille d'investissements des fonds de pensions pour qu'ils englobent au moins 5 % d'investissements climatiques
- Un engagement à participer au financement international des actions climatiques

Les travailleurs et les syndicats peuvent soutenir la justice climatique sur: [act.equaltimes.org/fr/unions4climate](http://act.equaltimes.org/fr/unions4climate)



# Rapport : Les syndicats pour le climat.

## Réduire les émissions sur le lieu de travail et créer des emplois

[www.sustainlabour.org](http://www.sustainlabour.org)



Sustainlabour présente quatre études de cas qui portent sur les engagements de syndicats britanniques, espagnols, belges et allemands.

Le rapport décrit par le menu les propositions syndicales relatives aux réductions des émissions et à d'autres politiques liées au climat, ainsi que leurs effets au niveau national, les perspectives économiques et les créations d'emplois.

Il montre le soutien apporté aux politiques climatiques qui s'intéressent à la création d'emplois et se concentrent sur les lieux de travail en accordant des responsabilités et des fonctions précises aux délégués ou aux représentants syndicaux. C'est une façon pour les gouvernements des pays développés d'adopter des politiques climatiques plus ambitieuses grâce à une transition juste.

### L'organisation britannique TUC (Trade Union Congress) réclame une production électrique à zéro émission d'ici 2030

- Le TUC représente environ 6,2 millions de travailleurs dans tout le pays.
- Plus forte réduction des émissions: la production d'électricité au Royaume-Uni produit 500 grammes de carbone par kilowatt par heure (g de CO<sub>2</sub>/kWh) par an. Le syndicat réclame donc que le gouvernement fixe un objectif de 50 à 100 g de CO<sub>2</sub>/kWh par an en 2030.
- De quelle façon?: Cette campagne s'accompagne de plans de création d'emplois comme la campagne « One million jobs » (un million d'emplois).
- Que fait le TUC?: Il s'est engagé à coordonner 1.200 délégués syndicaux verts en vue de promouvoir des initiatives environnementales dans le secteur. Ce nombre pourrait s'accroître si des syndicats reconnus avaient le droit de désigner des représentants syndicaux verts.

### L'engagement commun des syndicats belges

- La CSC, la FGTB et CGSLB sont les principales confédérations syndicales du pays, représentant environ 3,5 millions de personnes.
- Réduction des émissions: elles réclament du gouvernement qu'il s'engage à les réduire de 40 % d'ici 2030 et qu'il augmente de 40 % l'efficacité énergétique.
- De quelle façon?: Comme précédemment, en créant des emplois - 60.000 nouveaux emplois dans des secteurs pérennes d'un point de vue environnemental d'ici 2030 en Belgique dans le cadre de la campagne « Climate4Jobs » (le climat pour l'emploi). L'efficacité énergétique étant grandement déficitaire dans le pays, les confédérations réclament le doublement du taux de rénovation actuel des logements et des propriétés commerciales.
- Que font les syndicats belges?: ils encouragent les « éco-chèques » dans les entreprises pour l'approvisionnement écologique, ils forment des délégués et adoptent un rôle de meneurs au sein de la coalition pour le climat en Belgique.

### IGBAU : propositions ambitieuses dans le secteur de la construction en Allemagne

- IGBAU est le syndicat allemand de la construction et de l'agriculture le plus important, comptant 330.000 membres.
- Réduction des émissions: IGBAU affiche une bien plus grande ambition que celle annoncée jusqu'à présent par les gouvernements européens: 45 % d'énergies renouvelables, réduction de 40 % de la consommation énergétique (sur base des chiffres de 2005) et une réduction des émissions de 55 % d'ici 2030.
- De quelle façon?: IGBAU réclame au gouvernement un investissement de deux milliards d'euros par an pour la rénovation d'immeubles en vue de réduire la consommation d'énergie de 80 % d'ici 2050 (en Allemagne, deux immeubles sur 100 doivent être rénovés tous les ans jusqu'en 2050).
- Que fait IGBAU?: Le syndicat met en place des procédures d'approvisionnement écologiques et son bureau s'approvisionne en énergie auprès de Greenpeace Energy.

### L'organisation syndicale espagnole CCOO: engagée pour le climat et avide d'emplois

- La CCOO est le syndicat espagnol le plus important, comptant plus d'un million de membres.
- Réduction des émissions: La CCOO réclame que son pays encourage l'Europe à adopter les objectifs suivants : au moins 30 % d'énergies renouvelables, un objectif d'efficacité énergétique de 40 % et une réduction des émissions d'au moins 40 % d'ici 2030.
- De quelle façon?: En créant des emplois. Le chômage en Espagne a atteint des niveaux insupportables (25 %). La CCOO propose donc de créer un million d'emplois dans les secteurs de l'environnement de 2020 à 2030.
- La confédération réclame aussi une révolution dans les transports. Elle veut que d'ici 2020, les transports nationaux durables augmentent à 30 %, ce qui réduira de 16 % les émissions du secteur par rapport aux chiffres de 2008 et y créera 45 % d'emplois supplémentaires.
- Que fait la CCOO?: Elle s'engage à former les délégués des entreprises. L'Institut syndical pour l'environnement a formé près de 20.000 délégués depuis 2006.



## NOTES

- i [http://www.ipcc.ch/home\\_languages\\_main\\_french.shtml](http://www.ipcc.ch/home_languages_main_french.shtml) GIEC, Changements climatiques 2014, Rapport de synthèse  
[http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/syr/SYR\\_AR5\\_LONGERREPORT\\_Corr2.pdf](http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/syr/SYR_AR5_LONGERREPORT_Corr2.pdf)  
[http://www.ipcc.ch/report/ar5/syr/index\\_fr.shtml](http://www.ipcc.ch/report/ar5/syr/index_fr.shtml)  
 GIEC, Changements climatiques 2014 : Atténuation du changement climatique [http://www.ipcc.ch/report/ar5/wg3/index\\_fr.shtml](http://www.ipcc.ch/report/ar5/wg3/index_fr.shtml)  
 GIEC, Changements climatiques 2014: Conséquences, adaptation et vulnérabilité [http://www.ipcc.ch/report/ar5/wg2/index\\_fr.shtml](http://www.ipcc.ch/report/ar5/wg2/index_fr.shtml)  
 GIEC, Changements climatiques 2013: les éléments scientifiques [http://www.ipcc.ch/report/ar5/wg1/index\\_fr.shtml](http://www.ipcc.ch/report/ar5/wg1/index_fr.shtml)
- ii Banque mondiale, 2014. *Confronting the new climate normal*  
[http://www.wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2014/11/20/000406484\\_20141120090713/Rendered/PDF/927040v20WP00Oull0Report000English.pdf](http://www.wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2014/11/20/000406484_20141120090713/Rendered/PDF/927040v20WP00Oull0Report000English.pdf)  
 Banque mondiale, 2013 *Turn Down the Heat : Climate Extremes, Regional Impacts, and the Case for Resilience*, [http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2013/06/14/000445729\\_20130614145941/Rendered/PDF/784240WP0Full00D0CONF0to0June19090L.pdf](http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2013/06/14/000445729_20130614145941/Rendered/PDF/784240WP0Full00D0CONF0to0June19090L.pdf)  
 Banque mondiale, 2012 *Turn Down the Heat : Why a 4 °C Warmer World Must be Avoided* [http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2012/12/20/000356161\\_20121220072749/Rendered/PDF/NonAsciiFileName0.pdf](http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2012/12/20/000356161_20121220072749/Rendered/PDF/NonAsciiFileName0.pdf)
- iii <http://www.independent.co.uk/environment/climate-change/climate-change-will-cost-world-far-more-than-estimated-9539147.html>
- iv Sondage d'opinion mondial 2014 de la CSI <http://www.ituc-csi.org/sondage-d-opinion-mondial-2014-de?lang=fr>
- v Ministère du Commerce des États-Unis, 2013, [http://unfccc.int/files/documentation/submissions\\_from\\_observers/application/pdf/international\\_labour\\_organization\\_%28ilo%29\\_to\\_the\\_adp.pdf](http://unfccc.int/files/documentation/submissions_from_observers/application/pdf/international_labour_organization_%28ilo%29_to_the_adp.pdf)
- vi [http://unfccc.int/files/documentation/submissions\\_from\\_observers/application/pdf/international\\_labour\\_organization\\_%28ilo%29\\_to\\_the\\_adp.pdf](http://unfccc.int/files/documentation/submissions_from_observers/application/pdf/international_labour_organization_%28ilo%29_to_the_adp.pdf)
- vii [http://unfccc.int/files/documentation/submissions\\_from\\_observers/application/pdf/international\\_labour\\_organization\\_%28ilo%29\\_to\\_the\\_adp.pdf](http://unfccc.int/files/documentation/submissions_from_observers/application/pdf/international_labour_organization_%28ilo%29_to_the_adp.pdf)
- viii <http://climatenexus.org/2014-putting-hottest-year-ever-perspective>
- ix <http://www.mailman.columbia.edu/news/groundbreaking-study-quantifies-health-costs-climate-change-related-disasters-us>  
<http://www.nrdc.org/health/accountingforcosts/files/accountingcosts.pdf>
- x <http://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0047981>  
<http://www.oxfam.de/sites/www.oxfam.de/files/rr-impact-climate-change-coffee-uganda-030413-en.pdf>
- xi <http://www.climasphere.org/#!article/Hungry-Planet-Climate-change-and-food-security>
- xii [http://globalchange.mit.edu/news-events/news/news\\_id/402#.VOHq3fnF9yx](http://globalchange.mit.edu/news-events/news/news_id/402#.VOHq3fnF9yx)
- xiii <http://co2now.org/current-co2/co2-now/>
- xiv [http://www.ipcc.ch/home\\_languages\\_main\\_french.shtml](http://www.ipcc.ch/home_languages_main_french.shtml)
- xv [http://www.unep.org/publications/ebooks/emissionsgapreport2014/portals/50268/pdf/EGR2014\\_LOWRES.pdf](http://www.unep.org/publications/ebooks/emissionsgapreport2014/portals/50268/pdf/EGR2014_LOWRES.pdf)
- xvi PNUÉ, *The Emissions Gap Report* [http://apps.unep.org/publications/index.php?option=com\\_publication&task=download&file=-The%20Emissions%20Gap%20Report%202014:%20a%20UNEP%20synthesis%20report-November%202014EGR\\_2014\\_Lowres.pdf](http://apps.unep.org/publications/index.php?option=com_publication&task=download&file=-The%20Emissions%20Gap%20Report%202014:%20a%20UNEP%20synthesis%20report-November%202014EGR_2014_Lowres.pdf)  
<http://www.worldenergyoutlook.org/publications/weo-2014/> <http://www.worldenergyoutlook.org/media/weowebsite/2013/LondonNovember12.pdf>

- xvii PNUE, *The Emissions Gap Report 2014* <http://www.unep.org/publications/ebooks/emissionsgapreport2014/>
- xviii Neutralité carbone : les émissions anthropiques annuelles de dioxyde de carbone équivalent à zéro net à l'échelle mondiale. Cela signifie que certaines des émissions de dioxyde de carbone restantes pourraient être compensées par l'absorption de la même quantité de CO<sub>2</sub> (émissions négatives).
- xix PNUE, *The Emissions Gap Report 2014* <http://www.unep.org/publications/ebooks/emissionsgapreport2014/>
- xx PNUE, *The Emissions Gap Report 2014* <http://www.unep.org/publications/ebooks/emissionsgapreport2014/>
- xxi PNUE, *The Emissions Gap Report 2014* <http://www.unep.org/publications/ebooks/emissionsgapreport2014/>
- xxii Rapport du WWF, *Going, going, gone! Climate Change and Global Glacier Decline*, [http://wwf.panda.org/about\\_our\\_earth/aboutcc/problems/impacts/glaciers/](http://wwf.panda.org/about_our_earth/aboutcc/problems/impacts/glaciers/)
- xxiii <http://unfccc.int/timeline/>
- xxiv PNUE, *The Emissions Gap Report 2014* <http://www.unep.org/publications/ebooks/emissionsgapreport2014/>
- xxv OCDE
- xxvi <http://newclimateeconomy.report/>
- xxvii <http://www.ituc-csi.org/nouveau-rapport-vers-une?lang=fr+>
- xxviii [http://unfccc.int/files/documentation/submissions\\_from\\_observers/application/pdf/international\\_labour\\_organization\\_%28ilo%29\\_to\\_the\\_adp.pdf](http://unfccc.int/files/documentation/submissions_from_observers/application/pdf/international_labour_organization_%28ilo%29_to_the_adp.pdf)
- xxix <http://ceew.in/pdf/ceew-nrdc-clean-energy-powers-local-job-growth-13feb.pdf>
- xxx <http://newclimateeconomy.report/>
- xxxi Document disponible à l'adresse suivante : [http://unfccc.int/meetings/cop\\_16/items/5571.php](http://unfccc.int/meetings/cop_16/items/5571.php)
- xxxii <http://www.cnn.com/id/102340849>
- xxxiii <http://www.liuna.org/Renewable-Energy>
- xxxiv [www.ceres-aquitaine.fr](http://www.ceres-aquitaine.fr)
- xxxv [http://unfccc.int/focus/indc\\_portal/items/8766.php](http://unfccc.int/focus/indc_portal/items/8766.php)
- xxxvi *Switchboard NRDC, Five Reasons We Need a New Global Agreement on Climate Change by 2015*  
[http://switchboard.nrdc.org/blogs/jschmidt/five\\_reasons\\_we\\_need\\_a\\_new\\_glo.html](http://switchboard.nrdc.org/blogs/jschmidt/five_reasons_we_need_a_new_glo.html)  
 The Guardian, *10 Signs the stars are aligning for a climate deal in Paris*  
<http://www.theguardian.com/environment/2015/jan/21/10-signs-stars-are-aligning-for-climate-deal-paris>
- xxxvii <http://www.ituc-csi.org/les-syndicats-pour-le-climat?lang=fr>
- xxxviii <https://germanwatch.org/en/download/10407.pdf>
- xxxix <http://climateactiontracker.org/countries.html>

# Les syndicats pour le climat

## Points de repère pour 2015

C'est scientifiquement prouvé

Justice climatique Zéro carbone

Une transition juste

Pas d'emploi sur une planète morte

